

Sauvez Fortis ? Et puis, au suivant ?

Articles

Le 29 septembre 2008 | | 1 messages

La Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg ont annoncé dimanche qu'ils achetaient des actions de la banque Fortis pour un total de 11,2 milliards d'euros. Mais Fortis n'est pas la seule banque à sauver. D'autres banques européennes sont menacées par la crise. Et les aides énormes des pouvoirs publics n'arrivent pas à rétablir la confiance sur les marchés. Lundi, l'action du groupe franco-belge Dexia chutait de 20% à la Bourse de Paris. Ici encore, les gouvernements belge et français ont annoncé qu'ils étaient prêts à prendre leurs responsabilités.



Depuis plusieurs mois, le système financier mondial est en crise. La crise est partie en 2007 des Etats-Unis avec le scandale des subprimes (*). Elle touche peu à peu d'autres régions du monde. La semaine dernière, la banque Fortis était en grand danger. Et le vendredi 26 septembre, l'action Fortis perd encore 20% : elle tombe à 5,20 euros. Qui peut sauver la banque ? La banque française BNP Paribas a fait une offre ce week-end. Elle proposait moins de 2 euros par action ! Les gouvernements ont donc réagi pour sauver la banque. Il faut dire que Fortis est la première banque belge et la 2e des Pays-Bas. L'Etat belge a acheté pour 4,7 milliards d'euros d'actions de la filiale belge de la banque Fortis. Les Pays-Bas ont, eux, acheté 4 milliards d'euros d'actions de la filiale néerlandaise de Fortis. Et le Luxembourg a mis 2, 5 milliards d'euros pour des actions de la filiale luxembourgeoise.

Au total, les 3 pays injectent 11,2 milliards d'euros pour sauver la banque Fortis. Chaque Etat possède ainsi 49% de la filiale de Fortis banque de son propre pays. Les Etats deviennent les principaux actionnaires, les actionnaires de référence de la banque Fortis. Car les 51% d'actions restants sont divisés en de nombreux autres actionnaires. Il s'agit donc d'une forme de nationalisation. L'Etat prend le contrôle d'une grande banque. Les pouvoirs publics donnent ainsi plus de moyens à Fortis pour continuer ses activités. Les pouvoirs publics veulent aussi rassurer. Après la baisse de l'action de vendredi, les clients risquaient d'aller vite retirer leur argent de la banque. Cela aurait encore diminué la confiance dans Fortis. Les gouvernements veulent donc rétablir la confiance dans le public et sur les marchés financiers. Réussiront-ils ?

La Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas ne sont pas les seuls pays concernés. C'est l'Europe qui est face à la crise des marchés financiers partie des Etats-Unis.

Une crise qui n'est pas terminée malgré les aides des pouvoirs publics. Des aides énormes. Prenons quelques exemples de ces derniers jours. Aux Etats-Unis, le Congrès a donné son accord au plan de « sauvetage » du système financier proposé par le gouvernement

américain. Un plan qui devrait coûter 700 milliards de dollars (environ 500 milliards d'euros). Les gouvernements du Benelux ont injecté 11,2 milliards de dollars dans la banque Fortis. Le gouvernement de Grande-Bretagne a repris les titres les plus risqués (les prêts) de la banque Bradford & Bingley pour plusieurs dizaines de milliards d'euros. En Allemagne, le gouvernement a donné une garantie de 35 milliards d'euros pour sauver une banque qui s'occupe d'immobilier. Et malgré toutes ces aides, les bourses européennes étaient hier encore à la baisse... Même l'action de Fortis...

(*) De crise en crise ?

A lire :

Finances, Game over ?